

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 3 octobre 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE
DU CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE

- - -

CHARTRES METROPOLE

- - -

COMMUNES DE LUCÉ ET DE FONTENAY-SUR-EURE

1 Présentation du site :

Le centre d'enfouissement technique de Lucé situé sur les communes de Lucé et de Fontenay-sur-Eure a été autorisé par :

- arrêté préfectoral du 20 mars 1972 pour l'ouverture de la décharge sur la commune de Lucé ;
- arrêté préfectoral du 28 décembre 1979 pour l'extension de la zone historique (zone en exploitation de 1972 à 1993) ;
- arrêté préfectoral du 17 janvier 1990 pour la 2^{ème} extension, sur la commune de Fontenay-sur-Eure.

Les apports de déchets ont cessé depuis juillet 2000.

SITA CENTRE OUEST a adressé au Préfet par courrier du 16 juillet 2009 la version complétée du dossier de cessation d'activité du site (version juillet 2009).

Par courrier du 7 août 2009, CHARTRES METROPOLE a sollicité le changement d'exploitant à son profit et a déposé un dossier de demande de servitudes d'utilité publique (version août 2009).

Le 23 août 2010, CHARTRES METROPOLE a déposé en Préfecture un 1^{er} additif au dossier de cessation d'activité et un 1^{er} additif à la demande de servitudes d'utilité publique, en raison d'un projet de création d'une piste de circulation douce (piste cyclable) dans le périmètre de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé.

Le 04 juin 2013, CHARTRES METROPOLE a déposé en Préfecture un 2^{ème} additif au dossier de cessation d'activité et un 2^{ème} additif à la demande de servitudes d'utilité publique, en raison du souhait de l'exploitant d'engager les travaux de réalisation d'une piste de circulation douce dont le tracé a été définitivement arrêté par l'exploitant.

Depuis le 14 avril 2014, les travaux relatifs à la création de la piste cyclable ont été réalisés sur les parcelles ZE 19 et ZE 20 de la commune de Fontenay-sur-Eure.

2 Cessation d'activité

Un arrêté préfectoral complémentaire prescrivant les travaux d'aménagement nécessaires et le suivi post-exploitation du site a été signé le 18/05/2011. Cet arrêté tient compte de la demande de changement d'exploitant au profit de CHARTRES METROPOLE jointe au dossier de demande de servitudes d'utilité publique et précise le projet d'aménagement du site.

Le projet d'aménagement est divisé en 2 phases :

- 1^{ère} phase : aménagement réalisé conformément au schéma de réaménagement présenté dans les dossiers initiaux (cessation d'activité – juillet 2009 ; demande de SUP – août 2009) ;
- 2^{ème} phase : création de la piste cyclable, conformément aux additifs déposés en août 2010 (modification de l'emprise des servitudes n° 2 et n° 3 sur les parcelles ZE 19 et ZE 20 pour en exclure le tracé de la voie de circulation douce).

Suite à l'additif déposé par l'exploitant en juin 2013, une dérogation préfectorale a été accordée le 26 juillet 2013 afin de permettre à CHARTRES METROPOLE d'anticiper les travaux de réalisation de la piste de circulation douce sur des zones non exploitées du centre d'enfouissement technique.

3 Cadre réglementaire relatif à l'institution de servitudes d'utilité publique :

Les dispositions de l'article R. 515-31-1 du Code de l'environnement stipulent que « *Sur les terrains pollués par l'exploitation d'une installation classée [...], des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées en application de l'article L. 515-12 par le préfet à la demande de l'exploitant [...]* ».

L'article L. 515-12 du Code de l'environnement précise également que le préfet peut procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à l'enquête publique prévue à l'article L. 515-9 du Code de l'environnement. De plus, l'article L. 515-10 du Code de l'environnement indique que les servitudes sont annexées au plan d'occupation des sols de la commune concernée dans les conditions prévues à l'article L. 153-60 du Code de l'urbanisme.

Par lettre du 7 août 2009, CHARTRES METROPOLE a transmis à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir, un dossier de demande de servitudes d'utilité publique, dans le cadre de la cessation d'activité du centre d'enfouissement technique de Lucé, tel que le prévoit l'article L. 515-12 du code de l'environnement, dossier modifié par les additifs déposés le 23 août 2010 et le 04 juin 2013.

L'exploitant, CHARTRES METROPOLE, sollicite l'institution de servitudes d'utilité publique pour la limitation de l'usage du sol et du sous-sol sur l'emprise du site, dans l'objectif de protéger la couverture finale des zones de stockage de déchets réaménagées et de maintenir l'accessibilité aux piézomètres implantés en dehors du site et utilisés pour le suivi post-exploitation du site.

Ces servitudes visent à interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle.

4 Composition du dossier de servitudes d'utilité publique :

Le dossier comporte l'ensemble des éléments requis par les articles R. 515-31-3 et suivants du code de l'environnement, notamment :

- une notice de présentation ;
- un plan faisant ressortir le périmètre du site concerné, ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes ;
- un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leur affectation ;
- l'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties.

5 Énoncé des servitudes proposées

4.1 Servitudes

Les servitudes doivent limiter, conformément à l'article L. 515-12 du Code de l'environnement, l'usage des sols, du sous-sol et des eaux souterraines, et subordonner ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières. Les servitudes sollicitées visent à garantir :

- le confinement des déchets,
- l'accessibilité du site, en particulier pour l'entretien et la surveillance du site,
- la maîtrise des eaux pluviales et souterraines,
- la sécurité des tiers,
- la pérennisation de l'information des contraintes liées au site,
- le maintien en l'état et l'accessibilité aux piézomètres de contrôles, aux bassins de lixiviats et au busage du Ru de la Cavée.

Un projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes autour de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé est joint au présent rapport.

4.2 Liste des parcelles et propriétaires :

Les parcelles concernées (pour partie ou en totalité) sont les suivantes :

Commune de Lucé Section AW	Commune de Fontenay-sur-Eure Section ZE	Nature de la servitude
130 – 131 – 136 – 161 – 174 – 181 – 182 – 183 – 184 – 185 – 186 – 188	19 – 20 – chemin rural n°12 (domaine public)	Servitude n° 1 de confinement des remblais de déchets
130 – 131 – 136 – 161 – 162 – 174 – 181 – 182 – 183 – 184 – 185 – 186 – 187 – 188 – 190	19 – 20 – chemin rural n°12 (domaine public)	Servitude n° 2 de maîtrise des eaux pluviales et souterraines
130 – 131 – 136 – 161 – 162 – 174 – 181 – 182 – 183 – 184 – 185 – 186 – 187 – 188 – 190	19 – 20 – chemin rural n°12 (domaine public)	Servitude n° 3 d'accessibilité, de sécurité par rapport aux tiers et de surveillance
187 – 189 – 190	/	Servitudes n° 4 de passage

L'énoncé des servitudes d'utilité publique proposées par le service des installations classées figure au projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

Les propriétaires actuels des parcelles concernées sont :

Parcelles	Superficie totale des parcelles	Propriétaires actuels
Commune de Lucé : AW n° 130 – 131 – 136 – 161 – 162 – 174 – 181 – 182 – 183 – 184 – 185 – 186 – 187 – 188 – 190	76 109 m ²	Chartres Métropole
Commune de Fontenay-sur-Eure : ZE n° 19 – 20	31 440 m ²	Chartres Métropole
Commune de Fontenay-sur-Eure : chemin rural n°12 (domaine public)	1 600 m ²	Domaine public
Commune de Lucé : AW n° 189	79 m ²	Conseil Départemental d'Eure-et-Loir

6 Consultations

6.1 Consultation des services

La Direction Départementale du Territoire (DDT) et le service chargé de la sécurité civile (SIDPC) ont été consultés. Dans leurs avis respectifs du 12 et du 26 février 2016, aucune observation au projet d'arrêté n'a été émise.

6.2 Consultation des propriétaires

En application des articles L. 515-12 et R. 515-31-5 du Code de l'environnement, CHARTRES METROPOLE, en tant que propriétaire du terrain, a émis un avis le 9 mai 2016 en précisant ne formuler aucune remarque sur le projet d'arrêté.

A la date de rédaction du présent rapport, l'inspection des installations classées ne dispose pas de l'avis du Conseil Départemental d'Eure-et-Loir.

6.3 Avis des conseils municipaux

En application de l'article R. 515-31-5, le conseil municipal de Fontenay-sur-Eure a émis un avis favorable sur le projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique le 24 mars 2016.

A la date de rédaction du présent rapport, l'inspection des installations classées ne dispose pas de l'avis du conseil municipal de Lucé.

7 Avis et propositions de l'inspection des installations classées

Compte tenu de la pollution résiduelle qui subsiste sur l'emprise foncière de l'ancien centre d'enfouissement technique de déchets et des dispositions réglementaires visées à l'article L. 515-12 précité, CHARTRES METROPOLE a proposé à Monsieur le préfet l'institution de servitudes sur les parcelles considérées visant à limiter l'usage des sols et des sous-sols.

Conformément à l'article R. 515-31-5 du Code de l'environnement, et sur proposition de l'inspection des installations classées, Monsieur le Préfet a procédé aux différentes consultations sus-mentionnées. Aucune observation n'a été relevée.

Considérant la nature des pollutions sur site et les conclusions de l'évaluation des risques sanitaires élaborée à partir de l'usage futur envisagé du site, l'inspection des installations classées, en application de l'article L. 515-12 et R. 515-31-6, propose le projet d'arrêté préfectoral ci-joint portant constitution de servitudes d'utilité publique et émet un avis favorable à la demande d'institution de servitudes présentée par CHARTRES METROPOLE.

L'inspection des installations classées propose donc aux membres du CODERST de considérer favorablement cette demande.